



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

## **Attractivité - Réinvestissement du Parc d'Activités Économiques "Lauze-Marcel Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération des études réalisées - Poursuite de la démarche de réinvestissement - Approbation**

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Comme le parc d'activités économiques du Salaison à l'est, le pôle industriel « Lauze-Marcel Dassault » est l'un des parcs d'activités les plus importants de la Métropole tant en termes d'emprise, qu'en termes de poids économiques avec environ 170 entreprises et plus de 2000 emplois. Il constitue un des cœurs de l'économie productive de Montpellier Méditerranée Métropole et est affecté au négoce, à l'industrie et à la logistique urbaine. Mais ce parc d'activités est aujourd'hui vieillissant et demande à être réinvesti pour le rendre plus attractif, pour l'adapter aux besoins actuels de mobilité, d'infrastructures numériques, etc. et lui permettre d'accueillir de nouvelles activités tout en optimisant le foncier. Aussi, un projet de réinvestissement économique est en cours d'étude.

Après une phase de constat sur les atouts et faiblesses de ce parc, les réflexions se sont poursuivies de manière concertée avec la Commune de Saint Jean de Védas et les entreprises présentes par le biais d'enquêtes, de diagnostic en marchant et d'échanges individualisés. La richesse de ces échanges ont permis d'esquisser des invariants à l'échelle du parc d'activités et des principes d'aménagement sur des secteurs particuliers (façade RM 612 par exemple).

Ainsi en réponse aux enjeux identifiés, des esquisses d'aménagement ont été formulées en termes :

- De mobilité avec la définition de profil de voirie intégrant des aménagements dédiés aux modes alternatifs à la voiture, l'organisation du stationnement, l'adaptation de l'offre de transport en commun, ... ;
- De préservation de la trame verte et de valorisation de l'ambiance urbaine, paysagère et architecturale ;
- Fonctionnels avec l'identification d'actions visant à améliorer la fonctionnalité du secteur (réhabilitation des réseaux existants, développement de la fibre optique, amélioration de l'offre de services à destination des entreprises et de leurs salariés, ...).

Par ailleurs, sur des secteurs particuliers présentant des enjeux majeurs pour le devenir de ce parc (traitement de la façade le long de la RM612 ou barreau de liaison entre la rue Farman et le giratoire de l'A709), des principes d'aménagement précis ont déjà été formulés et des fiches de lot produites.

Enfin, pour se prémunir de tout projet venant compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, le Conseil de Métropole avait délibéré le 18 avril 2019, en application de l'article L.424-1 3° du Code de l'urbanisme, pour prendre en considération le projet lié au réinvestissement du secteur « Lauze-Marcel Dassault » et en avait délimité le périmètre.

Il s'agit aujourd'hui d'acter de l'avancement des études, de les poursuivre avant de s'inscrire une phase plus opérationnelle.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte des études menées depuis 2018 ;
- D'approuver la poursuite de la démarche de réinvestissement urbain du parc d'activités économiques « Lauze-Marcel Dassault » sur la Commune de Saint Jean de Védas ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183153-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.